

Mon avis sur les gilets jaunes

Salut, merci de me rejoindre pour ce nouvel épisode du podcast de Français Authentique, un épisode 100 % spontané, un petit peu du type de ceux qui sont publiés le mercredi et qui s'intitulent « marchez avec Johan » où j'ai juste un sujet en tête et je parle. Là, aujourd'hui, c'est un peu la même chose – normalement, dans le podcast du dimanche, j'explique une expression, mais je voudrais traiter d'un sujet qui m'a été suggéré à plusieurs reprises par plein de monde et qui est : « Johan, quel est ton avis sur les gilets jaunes ? Qu'est-ce qui se passe en France ? »

J'ai été beaucoup interrogé là-dessus et j'avoue que je n'étais pas très motivé pour exprimer mon avis parce que ce genre de sujets sont complexes et amène à la discussion. Donc, quoiqu'il arrive, quel que soit ce que je vais dire aujourd'hui, il y a plein de monde qui ne sera pas d'accord avec moi et qui me le dira. Ce n'est pas que je n'aime pas le débat, mais j'ai préféré attendre – puisque la crise a démarré je pense au mois de novembre et là, j'enregistre ce podcast au mois de janvier et il va être publié au mois de février. Donc, il s'est passé un peu de temps, l'émotion est un peu redescendue et je vais pouvoir donner mon avis (ce que je pense qui reste un avis) et évidemment, tu as le droit de ne pas être d'accord avec moi.

Avant de donner mon avis clair et global (qui n'est jamais tranché) : je ne suis pas quelqu'un qui dit : « Les gilets jaunes, c'est bien. » ou : « Les gilets jaunes, ce n'est pas bien. » Je n'ai jamais un avis tranché, c'est-à-dire que j'essaye toujours de comprendre tous les points de vue.

Déjà, il faut remettre dans le contexte. Le contexte, je l'ai présenté dans le module 35 de l'académie Français Authentique dans lequel j'ai parlé en détails pendant trente minutes des défis qui se posaient à la France et parmi tous ces défis, il y avait le chômage. On a en France, un chômage très élevé qui est l'ordre de 10 % et qui est toujours élevé, toujours quasiment supérieur à la moyenne européenne et à plein de pays dynamiques comme l'Allemagne. On a en France des impôts qui sont élevés. L'impôt sur le revenu (je fais le détail dans le module de l'académie) n'est pas spécialement élevé, par contre, on a plein d'impôts différents : on a des impôts sur la propriété ; on paye quand on est propriétaire d'un appartement ou d'une maison ; on a un impôt sur le fait d'habiter quelque part. Ça s'appelle la taxe d'habitation ; la taxe foncière, c'est ce que payent les propriétaires. On a l'impôt sur le revenu et en France, ce qui est très très lourd, ce sont les charges sociales. On ne va entrer dans les détails : ces charges sociales sont utilisées pour financer un modèle social de santé, etc. qui est bon, mais, en tout cas, le fait est que les impôts sont très élevés. On est en France le pays qui a le plus de charges au monde. On a été deuxième pendant un moment, on est revenu premier. On est dans les pays les plus taxés. Un chômage élevé, beaucoup d'impôts, une dette très élevée (la France a une dette énorme ; l'Etat français doit beaucoup

d'argent à plein de monde, plein de créanciers). Donc, on voit bien que tous les indicateurs économiques sont au rouge, les indicateurs économiques sont mauvais. La France, si on regarde son économie, est en très mauvaise santé. C'est le contexte.

Et le problème, c'est que ces trois problèmes, il y en a d'autres, s'entretiennent et se gênent entre eux. Ça veut dire qu'on n'a pas d'argent pour combattre le chômage parce qu'on a une dette très élevée. Il faudrait, pour combattre le chômage, investir énormément dans la formation parce qu'on a, c'est paradoxal et c'est vrai dans plein d'économies, beaucoup de chômage. Beaucoup de gens n'ont pas d'emploi, mais on a aussi plein de postes, plein d'emplois qui ne sont pas pourvus parce que les employeurs ne trouvent pas de main d'œuvre qualifiée. Donc, il faudrait investir dans la formation, mais il n'y a plus d'argent dans les caisses de l'Etat. C'est dur de trouver de l'argent en augmentant les impôts puisque chaque taxe entraîne la défiance : on va y revenir. Dès qu'on rajoute une taxe, les gens ne sont pas contents parce qu'il y en a déjà beaucoup trop. Et la France essaye de limiter la dette. Pour répondre à des critères européens, il y a des règles communes, la France a participé à la définition des règles, mais ne les respecte pas et pour qu'il y ait moins de dette, pour qu'on rembourse une partie de l'argent qu'on nous a prêté, il faut soit avoir plus de recettes, il faudrait que la France gagne plus d'argent, il faudra augmenter les impôts et on a vu que ce n'était plus vraiment possible ou alors il faudrait que la France dépense moins et elle n'en est pas capable. Elle a montré depuis des années et jusqu'à présent, elle n'a pas réussi à dépenser moins. Ça, c'est un gros problème et on voit que tous ces problèmes s'entretiennent.

C'est quelque chose qui est assez lourd, assez difficile. On demande de plus en plus à tout le monde ; c'est dur pour tout le monde, on demande de plus en plus à tout le monde. Ceux qui gagnent bien leur vie, on leur demande plus d'effort ; ceux qui ne gagnent pas bien leur vie, on leur demande aussi plus d'effort. Donc, on demande de plus en plus à tout le monde. Et en France, on a un système... même si par rapport à plein de pays du monde, on protège les gens fragiles, il y a encore des gens qui vivent dans la pauvreté, il y a des gens très pauvres ; il y a des gens qui travaillent et qui gagnent très peu d'argent et qui ont du mal à s'en sortir. Certes, comme la France est une économie puissante, il y a moins de pauvreté que dans d'autres pays du monde. Je sais que certaines personnes qui écoutent cet épisode vont dire : « Non, mais, attends, en France, il n'y a pas de pauvreté ! » Il y a des gens qui sont précaires en France, il y a des gens qui travaillent, qui ont très peu d'argent et qui, certes, ont de quoi se soigner, mais n'ont pas vraiment de quoi manger à leur faim ou nourrir leur famille comme ils le voudraient. C'est un fait.

En France, dès qu'il y a une injustice ou dès que des gens pensent qu'il y a une injustice, que quelque chose n'est pas normale, eh bien qu'est-ce qu'on fait ? On fait la révolution ! On l'a faite en 1789, la révolution française qui a inspiré plein d'autres états ; on l'a fait, c'est moins connu en 1830, ce qu'on a appelé la révolution de juillet ; on l'a fait en

1848, ce qu'on a appelé la révolution de février qui a mis fin définitivement à la monarchie française. Sans rentrer dans le détail, je l'ai déjà fait dans des modules de l'académie, mais en 1789, la révolution a mis fin à la monarchie, a mis en place la première république, mais cette première république s'est écroulée et les rois sont revenus au pouvoir. C'est en 1848 que la monarchie a été complètement abolie en France. On a les événements de mai 68 qui sont très connus également, donc, les Français, quand ils ne sont pas contents, ils font la révolution. C'est un cliché dont j'ai beaucoup entendu parler à l'étranger : les Français font grève très souvent, etc. C'est en partie un cliché, mais c'est en partie vrai. On a tendance à beaucoup contester et je pense que c'est légitime. Là, actuellement, on a un contexte difficile où des gens sont pauvres, des gens ont voulu se révolter, ont voulu contester et je pense personnellement que c'est légitime.

Quand c'est fait en ordre, quand les gens vont dans la rue, crient, arrêtent de travailler, font des petits blocages légers – bien sûr, il ne s'agit pas d'embêter la population – quand c'est fait de façon légitime et que c'est fait en ordre, je trouve que c'est OK. D'ailleurs, les gilets jaunes, ils ont gagné, quand on regarde. Ils ont demandé à ce que la taxe sur le diesel qui devait arriver en janvier 2019 soit annulée, elle l'a été. Ils ont demandé à ce qu'on augmente le salaire minimum, il l'a été ou il va l'être. Ils ont demandé à ce que certaines charges sociales soient annulées, ils ont réussi. Donc, au final, ils se sont révoltés, ils ont, de façon légitime, gagné des choses et j'ai personnellement été très surpris du recul du président de la république Emmanuel Macron que j'apprécie personnellement, pour qui j'ai voté et je trouve personnellement que c'est quelqu'un qui représente bien la France. J'ai été surpris qu'il recule autant et qu'il offre tant de choses aux gilets jaunes. C'est, à mon avis, qu'il avait des signes via les renseignements français, etc. qui lui montraient que ça pouvait être très très grave. La situation était grave, il a réagi et je pense qu'au final, c'était légitime, les gens ont eu ce qu'ils voulaient et on devrait s'arrêter là.

Où ça commence à être des problèmes, c'est quand :

1) certains gilets jaunes (la population qui faisait grève et qui portait ce fameux gilet jaune) – le gilet jaune, c'est ce qu'on a dans la voiture en cas d'accident ; c'est obligatoire d'avoir un gilet jaune et quand on a un accident, on le met pour être vu. Ce que je trouve problématique, c'est que les gilets jaunes ont gagné, ont eu des choses et certains ont continué. Ils ont dit : « Ce n'est pas grave, on continue ! » et ils ont, sous peut-être l'effet de groupe – quand on est en groupe, parfois, on fait des choses, on dit des choses qu'on ne ferait pas seul, parfois l'alcool, etc., il y a certaines choses qui sortent du cadre de la révolution, ils ont commencé à casser. Je sais, on va me dire : « Ce n'est pas vrai, ce ne sont pas les gilets jaunes qui cassent, etc. » et je sais que la majorité des gilets jaunes qui se révoltent ne sont pas des casseurs, mais il y en a. C'est pour ça que je n'aime pas dire que c'est tout blanc ou tout noir. Dire que les gilets jaunes sont tous des gens qui cassent, c'est faux, mais dire que dans les gilets jaunes, il n'y a aucun casseur, c'est faux aussi. Dans les

gilets jaunes, il y a des gens qui sont là pour obtenir des choses et il y en a qui sont simplement là pour casser. Ça, c'est une première chose.

2) En plus, un autre problème qu'il y a dans tous les pays, mais c'est assez impressionnant en France : dès qu'un chaos est créé, dès qu'il y a une révolte, une grève et que la police est dépassée puisqu'il y a plein de monde dans les rues, eh bien, ça laisse la place aux casseurs. Les casseurs, ce sont des gens qui sont là pour casser des choses, qui n'ont rien à revendiquer, qui sont là parce qu'ils ont la haine contre le système et qu'ils veulent casser tout ce qui est en lien avec le système. Ils vont casser des magasins, ils vont casser des voitures, ils vont casser tout ce qu'ils peuvent casser. Ça, ce ne sont pas les gilets jaunes, ce sont d'autres personnes qui profitent du chaos, qui profitent du désordre qu'il y a pour casser. Le désordre, il est créé par les gilets jaunes qui sont dans les rues en train de manifester et les casseurs en profitent. Donc, il y a, d'un côté des casseurs professionnels qui sont là pour tout casser et de l'autre, certains gilets jaunes un peu violents et un peu plus loin, des gilets jaunes non violents. Mais tout ça, ça crée quand même un gros problème et c'est pour ça que je pense que si le mouvement initial était légitime, des gens n'étaient pas contents, ils sont allés dans la rue pour demander des choses, le mouvement aurait dû s'arrêter quand le président de la république a mis en place des choses pour dire : « OK, je vous ai compris, je vous ai entendu. », ils auraient dû s'arrêter. Le fait de ne pas s'arrêter, ça favorise les casseurs, ça favorise la violence, ça favorise les morts – il y a eu des morts – et ça devient un petit peu n'importe quoi et ça crée un amalgame. Un amalgame, ça veut dire que ça crée des catégories et des clichés. En disant, par exemple : « Oui, les migrants sont mieux traités que nous ! » – puisqu'il y a des migrants qui viennent de Syrie ou d'Afrique, d'Afghanistan, d'autres pays, qui viennent en France, qui sont dans la précarité et qui sont soignés. Certains disent : « La pauvreté vient des migrants. »

D'autres disent : « La pauvreté vient des grosses fortunes, des gens qui ont beaucoup d'argent. » alors que ce sont eux qui investissent en France même si parfois la répartition n'est pas juste. Ce sont quand même les gens fortunés qui investissent en France, qui créent des emplois en France et Emmanuel Macron a, à mon avis, quand il a supprimé l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune), il ne l'a pas supprimé, il l'a adapté, il a pris une décision qui me semblait juste. Il a dit : « Cet impôt, je le supprime – on ne va pas entrer dans des choses trop techniques – pour tout ce qui est non-immobilier. » C'est-à-dire que les gens qui investissent dans l'immobilier, ils vont continuer à payer – là, on parle des très riches, des très hauts revenus – l'ISF devient l'IFI (l'Impôt sur la Fortune Immobilière) parce qu'on estime que ce qui est mis dans l'immobilier, ça fait moins marcher l'économie ; c'est figé dans la pierre et ça fait moins marcher l'économie que d'investir dans des entreprises. Il a dit : « Tout ce qui est investissement dans les entreprises, je ne le taxe plus comme avant, ce que je trouve OK puisque tout ça, ça crée des emplois. Mais bref, ce que je veux dire, c'est que ça crée des amalgames ; les gens disent : « C'est la faute aux migrants. » ou « c'est de la faute aux riches » ou certains disent : « C'est la faute aux gilets jaunes. » et au final, on crée des

tensions et des clichés qui sont dangereux parce que tout ça, ça favorise les extrêmes. Ça favorise l'extrême droite, les nationalistes et ça favorise l'extrême gauche, les communistes.

Les gens peuvent commencer à se dire : « Attends ! Moi, j'ai essayé de voter pour la droite (les conservateurs), Sarkozy, par exemple et Chirac avant lui, ça n'a pas marché. J'ai essayé de voter pour la gauche, avec François Hollande, avec François Mitterrand avant lui, ça n'a pas marché. Il y a quelqu'un qui est venu et qui m'a dit : "Je ne suis ni de droite ni de gauche, je suis du milieu » : Emmanuel Macron. Ça ne marche pas non plus. Qu'est-ce qu'il reste ? Il reste les extrêmes ; il reste l'extrême droite, il reste l'extrême gauche et ça, je trouve personnellement que c'est un petit peu dangereux.

Voilà un petit peu mon avis sur les gilets jaunes. C'est très vague, c'est très large, mais c'est un sujet complexe. Ça ne sert à rien que je fasse un podcast en disant : « Oui, je suis pour les gilets jaunes ou je suis contre les gilets jaunes. » Je pense que tu as compris que le contexte est très complexe, est très difficile, ce n'est jamais blanc ou noir. On est en France actuellement dans un moment assez difficile d'un point de vue économique avec le chômage, avec la dette, avec les impôts qui sont élevés. Les gens ou certaines personnes ont manifesté et ont obtenu des avancées sociales, je dis tant mieux pour eux, le mouvement était légitime, donc, c'est OK. Par contre, il est temps de s'arrêter au plus vite parce que tout ce désordre, tout ce chaos, ça brise l'économie, il y a des magasins qui ferment parce qu'ils ne peuvent plus travailler, il y a des magasins qui sont cassés. Donc, il y a un moment où il faut arrêter, ça crée de la tension, ça rend les investisseurs un petit peu peureux, donc, c'est très mauvais pour l'économie, ça favorise les extrêmes, donc, c'est vraiment, à mon avis, quelque chose qui n'est pas bon de continuer. Voilà mon avis. Tu peux me dire ce que tu en penses sur Facebook, ça m'intéresse énormément. J'espère avoir répondu à tous les gens qui m'ont posé la question et je voudrais terminer par une citation d'Albert Camus qui passe très bien avec cette histoire des gilets jaunes et sur laquelle tu peux également me donner ton avis. Albert Camus a dit : « Ce n'est pas assez de critiquer son temps, il faut encore essayer de lui donner une forme, un avenir. » Je te laisse méditer là-dessus, méditer sur ce podcast et me dire ce que tu en penses sur Facebook.

Merci beaucoup, à très bientôt ! Salut !